

General notes
Notes générales

2011

The statistics presented in the Yearbook are, as far as possible in accordance with international recommendations and definitions. Where important deviations are known to exist, they are indicated in footnotes at the end of each country's table. Owing to the rounding of figures, the totals shown in tables do not always correspond exactly to the sum of their component items.

Les statistiques présentées dans cet Annuaire sont, autant que possible, conformes aux recommandations et définitions internationales. Lorsque des divergences importantes sont connues, elles ont été indiquées dans les notes figurant à la fin du tableau de chaque pays concerné. A cause des chiffres arrondis, les totaux indiqués dans certains tableaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme de leurs composantes.

I. SOCIAL AND DEMOGRAPHIC INDICATORS

Population

Data presented in this section, are derived mainly from the following publications: «World Population Prospects, estimates and projections of the UN Secretariat Population Division», «World Urbanisation Prospects» and «Labour Force Estimates and Projections, 1980-2020» prepared by the International Labour Organisation (ILO). National sources have been used to supplement missing data when comparable with the UN series.

Mid-year population

Unless otherwise stated, the figures shown relate to de facto population. Population (Urban) refers to the number of persons living in areas defined as urban according to national definitions of this concept. Since national definitions differ, cross-country comparisons should be made with care.

Population by age groups

Three age groups are used in order to highlight the proportion of active population vis-à-vis the dependant population. Population aged 15-64 is the number of people who could potentially be economically active, excluding children.

Economically active population

The economically active population comprises all employed and unemployed persons (including those seeking jobs for the first time). It covers employers, persons working on their own account, salaried employees, wage earners, unpaid family workers, members of producers' co-operatives and members of the armed forces.

Life expectancy, Crude birth and death rates

Life expectancy at birth is the average number of years a newborn infant would live if prevailing patterns of mortality of the total population at the time of his/her birth were to stay the same throughout his/her life. Crude birth and

I. INDICATEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Population

Les données présentées dans cette section sont tirées principalement des publications: «Perspectives d'avenir de la population mondiale, estimations et projections», «Perspectives d'Urbanisation Mondiale» de la Division de la Population du Secrétariat de l'ONU, «Estimations et Projections de la Main d'Oeuvre, 1980-2020» du Bureau International du Travail (BIT). Les sources nationales ont été utilisées pour compléter les données non disponibles, dans la mesure où elles étaient comparables aux séries de l'ONU.

Population en milieu d'année

Sauf indication contraire, les chiffres indiqués se rapportent à la population de fait. La population urbaine est le nombre des personnes vivant dans les zones considérées comme urbaines selon les définitions de ce concept dans chaque pays. Etant donné que cette définition varie quelque peu d'un pays à un autre, la prudence s'impose lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays.

Groupes d'âges

Trois groupes d'âge sont utilisés dans le but de mettre en lumière la proportion du groupe d'âge actif par rapport aux dépendants. La population âgée de 15-64 ans est le nombre de personnes qui peuvent potentiellement être économiquement active, et exclut les enfants.

Population économiquement active

La population active comprend toutes les personnes employées ou non (y compris celles qui sont à la recherche de leur premier emploi). Elle comprend les employeurs, les travailleurs indépendants, les salariés, les rentiers, les travailleurs familiaux non rémunérés, les membres des coopératives de producteurs et ceux des forces armées.

death rates represent the number of live births and the number of deaths respectively per 1000 people. Death is the permanent disappearance of all evidence of life at any time after live birth has taken place (postnatal cessation of vital functions without capability of resuscitation). This definition excludes foetal deaths.

Net reproduction rate

The net reproduction rate is the average number of daughters that would be born to a woman if she passed through her lifetime conforming to the age-specific fertility and mortality rates of a given year. This rate is similar to the gross reproduction rate but takes into account that some women will die before completing their childbearing years.

Total fertility rate

The total fertility rate is the average number of children that would be born per woman if she experiences no mortality and were subject to a given set of age-specific fertility throughout her lifetime.

Education

The sources of the data on education, reported in this publication, consist of national publications and the UNESCO Statistical Yearbook. Data presented generally relate to the public (official) and private (independent) schools. The indicated years refer to the beginning of school year. Adult education, apprenticeship courses and correspondence schools are excluded. Owing to variations in school systems, caution needs to be exercised when comparing the data across countries.

Teaching Staff at specific level

Teachers are defined as persons whose professional activity involves the transmitting of knowledge, attitudes and skills that are stipulated in formal curriculum programmes to students enrolled in a formal Educational institution at specific level (primary, secondary or tertiary).

Student enrolment at specific level

First level student enrolment is the number of pupils enrolled at the primary level of education, regardless of age. Second level student Enrolment is the total number of students enrolled at the secondary level of education, regardless of age.

Adult Illiteracy Rate

Percentage of persons aged 15 and over who cannot read and write.

Espérance de vie, taux bruts de natalité et de mortalité

L'espérance de vie à la naissance indique le nombre moyen d'années que vivrait un nouveau-né si les tendances de la mortalité observées pour l'ensemble de la population au moment de sa naissance restaient inchangées tout au long de sa vie. Les taux bruts de natalité et de mortalité représentent respectivement le nombre annuel moyen de naissances et de décès pour 1000 habitants. La mortalité est le fait d'une disparition permanente de toute évidence de vie, à tout moment, après que la naissance ait eu lieu (cette définition exclut les mort-nés).

Taux net de reproduction

Le taux net de reproduction mesure le degré de remplacement d'une génération par la suivante. Il s'exprime par le nombre de filles mises au monde en descendance finale par femme, rapport non corrigé de l'effet de mortalité ce qui le différencie du taux brut de reproduction.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité est le nombre moyen de naissances qu'une femme soumise à un ensemble de fécondités spécifiques par âge, pourrait avoir au cours de sa période de procréation.

Education

Les sources des données sur l'éducation présentées dans cette publication sont les publications nationales et l'Annuaire statistique de l'UNESCO. Les données présentées portent en général sur les écoles de l'Etat (publiques) et les écoles indépendantes (privées). Les années indiquées se rapportent au commencement de l'année scolaire. Sont exclus la formation des adultes, les stages d'apprentissage et les cours par correspondance. Compte tenu des différences des systèmes scolaires, la comparaison des données présentées est sujette à caution.

Personnel enseignant par degré

Les enseignants sont définis comme étant les personnes dont l'activité professionnelle consiste à transmettre des connaissances, des aptitudes et le savoir-faire stipulés dans un programme officiel d'études aux étudiants inscrits dans une institution scolaire officielle selon le degré (premier, deuxième ou troisième degré).

Elèves inscrits selon le degré

La scolarisation dans le premier degré est le nombre d'enfants de tous âges inscrits à l'école primaire. La scolarisation dans le second degré est le nombre d'élèves de tous âges inscrits dans le cycle d'enseignement secondaire.

General notes

Notes générales

Pupil-Teacher ratio

Pupil-teacher ratio is the average number of pupils (students) per teacher at a specific level of education in a given school-year.

Public expenditure on education

Public Education expenditure is government expenditure on the provision, management, inspection and support of pre-primary, primary and secondary schools; universities and colleges; vocational, technical and other training institutions; and general administration and subsidiary services.

Health

The figures for physicians and nurses relate to those registered at the government offices. The number of hospital beds refers to public and private hospitals.

Acces to safe water

It is measured by the number of people who have a reasonable means of getting an adequate amount of clean water, expressed as a percentage of the total population.

Taux d'analphabétisme des adultes

C'est le pourcentage des adultes âgés de plus de 15 ans qui ne savent ni lire ni écrire.

Ratio élèves-enseignants

Le rapport élève-maître est le nombre moyen d'élèves (étudiants) par enseignant dans un degré d'enseignement déterminé dans une année scolaire donnée.

Dépenses publiques consacrées à l'enseignement

Les dépenses publiques d'éducation sont des dépenses engagées par l'Administration publique pour le fonctionnement, l'administration, l'insertion et l'appui des écoles maternelles, primaires et secondaires; des universités et des établissements d'enseignement supérieur; des établissements d'enseignements professionnel, technique et autres; et de l'administration générale et des services annexes.

Santé

Les chiffres donnés se rapportent aux médecins et infirmiers enregistrés au niveau des services du gouvernement. Le nombre de lits d'hôpitaux sont ceux du public et du privé.

Accès à l'eau potable

Il est mesuré par le pourcentage dans la population totale de personnes qui disposent de moyen approprié pour accéder à de l'eau buvable.

II. NATIONAL ACCOUNTS

This section provides information on national accounts. National accounts data provide essential information on the economic performance of African countries in terms of growth and structure of output, investments and savings. National accounts data are obtained from various national sources and supplemented with data from international sources such as the UN Yearbook of National accounts and ADB and ECA African Centre for Statistics estimates. Where necessary, official figures have been adjusted to conform with the System of National Accounts (SNA). Many countries continue to compile their national accounts in accordance with the 1968 SNA, but an increasing number is adopting the 1993 SNA. A few countries still use concepts from older SNA guidelines, including valuations such as factor cost, in describing major economic aggregates.

Gross Domestic Product (GDP)

GDP measures the total final output of goods and services

II. COMPTES NATIONAUX

Cette section présente des informations sur la comptabilité nationale. Les données de la comptabilité nationale fournissent des indications essentielles sur la performance économique des pays africains en termes de croissance et de structure de production, d'investissement et d'épargne. Les données de la comptabilité nationale proviennent de diverses sources nationales et complétées par d'autres sources internationales telles que l'Annuaire de Comptabilité nationale de l'ONU et les estimations de la BAD et du Centre africain pour la statistique de la CEA. Les chiffres officiels ont été ajustés en fonction du Système de Comptabilité Nationale (SCN) quand cela s'est avéré nécessaire. De nombreux pays continuent d'élaborer leurs comptes nationaux à partir du SCN 1968. Mais de plus en plus de pays sont en train de migrer vers le SCN 1993. Certains pays continuent encore d'utiliser les concepts provenant des anciennes recommandations du SCN incluant la comptabilisation des agrégats économiques aux coûts des facteurs.

produced by a national economy, excluding provisions for depreciation.

GDP by kind of economic activity (by sector)

GDP by sector gives value-added by the broad categories of the ISIC classification. Value added is evaluated at basic prices or factor cost or at producer prices depending on the current practice in the country. Data is provided at current prices and in terms of growth rates over the previous year based on data at constant prices.

Expenditure on GDP

General Government final consumption

General Government final consumption expenditure comprises all current expenditure for purchases of goods and services by all levels of government, as well as capital expenditure on national defense and security.

Private final consumption

Household final consumption expenditure represents the final consumption of households and non-profit institutions. It includes imputed rent for owner-occupied dwellings but excludes purchases of dwellings and it also includes any statistical discrepancy.

Gross capital formation

Gross capital formation consists of gross domestic fixed capital formation plus net changes in the level of inventories.

Exports and imports of goods and services

Exports and imports of goods and services refer to the value of goods and non-factor services provided to or from the rest of the world. They do not include receipts and payments for factor services such as investment income, interest and labor income. The data are generally estimated on the basis of foreign trade statistics and are not directly comparable with those from the balance of payments.

Produit intérieur brut (PIB)

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la production finale totale des biens et services de l'économie nationale, en excluant l'amortissement.

Le PIB par branche d'activité (par secteur)

Le PIB par secteur donne la valeur ajoutée pour les grandes catégories de la classification CITC. La valeur ajoutée est évaluée aux prix de base ou aux coûts des facteurs ou encore au prix du producteur selon la pratique en vigueur du pays. Les données nominales sur les valeurs ajoutées sont fournies aux prix courants et les taux de croissance annuels pour chaque catégorie sont calculés à partir des données à prix constants.

Emplois du PIB

La consommation finale des administrations publiques

La consommation finale des administrations publiques comprend toutes les dépenses courantes consacrées à l'achat de biens et de services par les administrations de tous les niveaux, ainsi que les dépenses en capital au titre de la défense et de la sécurité nationale.

La consommation finale privée

La consommation finale privée représente la consommation finale des ménages et des institutions à but non lucratif. Elle ne comprend pas les achats de logement mais elle inclut le loyer imputé des logements occupés par leur propriétaire. Elle comprend aussi tout écart statistique.

La formation brute de capital

La formation brute de capital comprend les dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, majorées des variations nettes du niveau des stocks.

Les exportations et importations de biens et services

Les exportations et importations de biens et services représentent la valeur des biens et services non facteurs fournis au reste du monde ou reçus de celui-ci. La valeur des revenus et des paiements des services facteurs comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue. Les données sont généralement estimées sur la base des statistiques du commerce extérieur et ne sont pas directement comparables à celles de la balance des paiements.

General notes

Notes générales

III. INFLATION

Inflation is measured by the annual percent changes in Consumer price index. Consumer price index (CPI) shows the cost of acquisition of a basket of goods and services purchased by the average consumer. Weights for the computation of the index numbers are obtained from household budget surveys. CPI data are provided by the national statistical systems, mainly by the National Statistical Offices or Central banks.

IV. AGRICULTURAL PRODUCTION

Agricultural production

The data on major crops produced is obtained from the National Statistical Offices of the following countries; Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Congo, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Gabon, Gambia, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Nigeria, Senegal, Sudan, Swaziland, Zambia, and Zimbabwe. For the remaining countries the data is obtained from the online database of the Food and Agricultural Organization (FAO). For those countries, the five major crops per country are obtained by calculating the average yearly production of each crop produced by a given country (considering only years when the crop is produced); and ranking it in descending order.

Agricultural and food production index

The various indices of agricultural production illustrate the relative level of the aggregate volume of agricultural production for each year, compared to the base period 1999-2001. These indices of agricultural production obtained from the FAO online database are computed using the Laspeyres formula, as the price weighted sum of the production of various commodities less seed and feed. The price used for weighting the production quantity of each commodity is the average price during the years indicated as the base year.

V. MINING PRODUCTION

The sources for the data reported are national statistical offices (for those countries to which the AfDB, AUC and UNECA questionnaire was sent), the United Nations Industrial Commodity Database accessed through

III. INFLATION

L'inflation est mesurée par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC montre le coût d'acquisition par un consommateur moyen d'un panier de biens et services. Les coefficients de pondération pour le calcul des indices sont obtenus à partir d'enquêtes sur les dépenses des ménages. Les données de l'IPC proviennent des systèmes statistiques nationaux, et essentiellement des Instituts nationaux de statistique ou des Banques centrales.

IV. PRODUCTION AGRICOLE

Production agricole

Les données sur les principales productions agricoles sont obtenues via les instituts nationaux de statistiques des pays suivants : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Ile Maurice, Maroc, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Soudan, Swaziland, Zambie, et Zimbabwe. Pour les autres pays les données sont tirées de la base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Pour ces pays, les cinq principales productions agricoles sont obtenues en calculant la production annuelle moyenne de chaque produit du pays (seules les années où le produit est récolté sont retenues) et en rangeant ces productions par ordre décroissant.

Indices de la production agricole et alimentaire

Les différents indices de la production agricole illustrent le niveau du volume global de production agricole chaque année, relativement à la période de base 1999-2001. Ces indices sont obtenus à partir de la base de données en ligne de la FAO et calculés en utilisant la formule de Laspeyres - somme pondérée par les prix des productions des différents produits hors semences et graines d'alimentation. Le prix utilisé pour pondérer la quantité de chaque produit est le prix moyen au cours des années de référence.

V. PRODUCTION MINIERE

Les sources des données présentées sont soit : les instituts nationaux de statistiques, pour les pays auxquels le questionnaire conjoint BAD- CUA – ECA a été envoyé, Soit : la base des données sur les produits

UNDATA (at <http://data.un.org/>) and the United Nations Industrial Commodity Yearbook. Data for some of the minerals were also obtained from British Geological Survey, World Minerals Production 2003 – 2007 (at <http://www.bgs.ac.uk/downloads/browse.cfm?sec=12&cat=135>) and the United States Geological Survey website (at <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/myb/>).

Mining production

For a details description of the minerals included in this publication, the user may refer to the Central Product Classification (CPC) Ver.1.1, Statistical Papers, Series M, No.77, Ver.1.1 (United Nations publication, Sales No. E.03.XVII.3). It was difficult to identify the three major commodities for each country because of the reference period being too narrow and commodities varying from one country to another. First, we obtained the export values of minerals for the years 1998 through 2007. We then considered the average value (considering only years when the commodity is available) to help us decide which commodity to include in the publication. In addition, we decided to choose strategic commodities (such as oil, gas and diamonds) when the country is produces them.

industriels des Nations Unies, accessible via UNDATA (à <http://data.un.org/>) ou l'annuaire des produits industriels des Nations Unies. Pour certains minerais, les données ont également été obtenues à partir de l'enquête géologique britannique « la production de minerais dans le monde en 2003 – 2007 » sur le site : <http://www.bgs.ac.uk/downloads/browse.cfm?sec=12&cat=135> Ou sur le site de l'enquête géologique des Etats-Unis : <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/myb/>

Production minière

Pour les descriptions détaillées des produits miniers inclus dans cette publication, le lecteur peut se référer à la Classification Centrale des Produits (CCP), Papiers statistiques, Séries M, N077, Ver 1.1 (Publication des Nations Unies, Ventes N0. E.03.XVII.3). Il était difficile d'identifier les trois principaux produits puisque la période de référence était très variable et courte pour plusieurs produits et aussi les produits varient d'un pays à un autre. Dans un premier temps, nous avons obtenu les valeurs des exportations des produits miniers pour les années 1998 à 2007. Nous avons ensuite agrégé sur la période où le produit est disponible avant de calculer la moyenne pour pouvoir décider quel produit à inclure dans la publication. Finalement, nous avons décidé de choisir les produits stratégiques (tels que le pétrole, le gaz et le diamant) lors que le pays continue de les produire.

VI. ENERGY

The data provided for this section are from the United Nations Energy Statistical Yearbook and the Energy Database which could be accessed through UNDATA (at <http://data.un.org/>).

Electricity production

The figures reported for production refer to gross generation of electricity, which include the consumption by station auxiliaries and any losses in transformers as well as electricity generated by pumping stations without deducting the electric energy consumed by the pumps. The production of electricity includes public utilities, whose primary purpose is to generate and transmit electric energy for use by the public, and self producers, who produce electric energy intended, in whole or in part, for their own uses.

VI. ENERGIE

Les sources des données publiées proviennent de l'Annuaire statistique sur l'énergie des Nations Unies et de la base de données sur l'énergie accessible à travers UNDATA (<http://data.un.org>).

Production d'électricité

Les chiffres publiés pour la production sont relatifs à la production brute d'électricité, qui inclut la consommation des stations auxiliaires et toutes pertes dans la transformation et aussi l'électricité produite par les stations de pompage sans déduction de l'énergie consommée par ces mêmes pompes. La production d'électricité comprend, d'une part, les installations publiques, dont le but primaire est la génération et la transmission de l'énergie électrique pour la consommation publique, et d'autre part, les producteurs privés qui produisent l'énergie électrique, totalement ou en partie, pour leur propre consommation.

General notes

Notes générales

VII. TOURISM AND INFRASTRUCTURE

Tourism

Except for the countries that are listed below, and which provided the data on Tourism and Infrastructure through their National Statistical Offices, the data on Tourism have been obtained from the African Development Indicators CDROM of the World Bank. The countries that provided data on Tourism and Infrastructure are: Burkina Faso, Burundi, Congo, Djibouti, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambia, Guinea-Bissau, Kenya, Libyan Arab Jamahiriya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Nigeria, Senegal, Sudan, Swaziland, and Zambia. The last two countries provided only infrastructure data.

The indicators published are the number of arrivals in the country and the number of hotel rooms. The number of tourists to a country, unless otherwise stated, refers to all persons (checked at the frontier) travelling for pleasure, health, business, meetings or studies and stopping in that country for twenty-four hours or more. The figures exclude immigrants and residents in a frontier zone.

VIII. FINANCIAL AND MONETARY STATISTICS

Monetary Statistics

Data for this section are essentially obtained from the IMF International Financial Statistics Database and National Central Banks.

Money supply (M1)

Money supply comprises transferable deposits and currency outside deposit money banks.

Quasi money

Quasi money comprises time, savings and foreign currency deposits.

Net foreign assets

Net foreign assets equal the sum of foreign assets, less the sum of foreign liabilities of monetary authorities and deposit money banks.

Domestic credit

Domestic credit includes all domestic assets of the bank-

VII. TOURISME ET INFRASTRUCTURE

Tourisme

À l'exception des pays énumérés ci-dessous, dont les INS ont communiqué les données sur le tourisme et les infrastructures, les données de cette section sont tirées du CD-ROM des indicateurs de développement de l'Afrique de la Banque mondiale. Les pays qui ont fourni des données sur le tourisme et l'infrastructure sont : le Burkina Faso, le Burundi, le Congo, Djibouti, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Kenya, la Jamahiriya arabe libyenne, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, l'île Maurice, le Maroc, la Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, le Swaziland, et la Zambie. Ces deux derniers pays n'ont fourni que les données d'infrastructures.

Les indicateurs publiés sont le nombre d'arrivées dans le pays et le nombre de chambres d'hôtel. Le nombre de touristes d'un pays se rapporte, sauf indication contraire, à toutes les personnes contrôlées à la frontière et voyageant pour le plaisir, la santé, les affaires, les réunions ou les études, s'arrêtant dans le pays pour vingt-quatre heures ou plus. Les données excluent les immigrants et résidents frontaliers.

VIII. FINANCES ET STATISTIQUES MONÉTAIRES

Statistiques monétaires

Les données de cette section proviennent essentiellement des banques centrales africaines et de la base de données sur les Statistiques financières internationales du FMI.

La masse monétaire

La masse monétaire au sens strict (M1) comprend les dépôts transférables et la circulation fiduciaire hors banques.

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie englobe les dépôts à terme, les dépôts d'épargne et les dépôts en devises.

Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets sont égaux à la somme des avoirs extérieurs moins la somme des engagements extérieurs des autorités monétaires et des banques créatrices de monnaie.

ing system. It is the sum of claims on the central government (net), on official entities and the private sector. Credit to the private sector is shown separately but as a subset of domestic credit.

International reserves

International reserves consist of the country's holdings of monetary gold, Special Drawing Rights (SDRs) and foreign exchange, as well as its reserve position in the International Monetary Fund (IMF).

Exchange rates

Exchange rates expressed in national currency unit per US dollar unit are reported as end period and period averages of market exchange rates and official rates. The market rate is defined as the rate determined largely by market forces; and the official rate is that determined by the authorities.

Public Finance

Data for this section have been primarily collected from National Authorities such as National Statistics Offices, Ministries of Finance and Central Banks; and where national sources are not available; data from IMF publications (Country Reports) are used.

The data for Botswana, Egypt, Ethiopia, Kenya, Malawi, Mauritius, Namibia, South Africa and Swaziland, were compiled following their respective fiscal period as annual data. Therefore, the years 2002 - 2010 represent the ending calendar year according to the fiscal period of each country.

Revenue and grants

These include all non-repayable receipts, required and unrequired, current and capital, and non-compulsory, nonrepayable, unrequired receipts from other governments (domestic or foreign) and international institutions.

Tax revenue

This includes compulsory, unrequired, non-repayable contributions exacted by a government for public purposes.

Non-tax revenue

This includes required receipts from property incomes, fees and charges, non-industrial and incidental sales, the cash operating surpluses of departmental enterprises and unrequired receipts such as fines, forfeits and current private donations.

Le crédit intérieur

Le crédit intérieur est égal à la somme des créances nettes sur l'Etat, sur les entreprises publiques et le secteur privé. Le crédit au secteur privé est présenté séparément mais en tant que sous-groupe du crédit intérieur.

Les réserves internationales

Les réserves internationales comprennent les avoirs du pays en or monétaire, droits de tirage spéciaux (DTS) et devises, ainsi que ses réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI).

Le taux de change

Le taux de change, exprimés en unité de monnaie nationale par rapport au dollar EU, sont indiqués comme des taux de fin de période et des moyennes sur la période des taux de change du marché et des taux officiels. Le taux du marché est défini comme le taux déterminé grosso modo par les forces du marché; et le taux officiel est celui fixé par les autorités.

Finances publiques

Les données de section sont principalement collectées par les autorités nationales, telles que les instituts nationaux de statistiques, les ministères des finances et les banques centrales ; quand les sources nationales ne sont pas disponibles, les données des publications du FMI (rapports des pays) sont employées.

Pour le Botswana, l'Egypte, l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, les îles Maurice, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland, les données ont été compilées selon l'année fiscale, comme données annuelles. Ainsi, les années 2002 à 2010 représentent bien l'année civile selon la période fiscale de chaque pays.

Recettes totales et dons

Les recettes publiques incluent toutes les recettes non remboursables de l'Etat, avec ou sans contrepartie, provenant d'autres administrations (locales ou étrangères) et des institutions internationales.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales regroupent les impôts, taxes, droits et autres transferts obligatoires autres que les cotisations de sécurité sociale. Elles sont la principale source de revenu de la plupart des administrations publiques et constituent des transferts obligatoires vers ce secteur.

Recettes non fiscales

Elles regroupent les impôts sur les revenus de la propriété, les droits et taxes non industrielles et les ventes

General notes

Notes générales

Grants

Unrequited, non-repayable, non-compulsory government receipts from other governments or international institutions.

Expenditure and net lending

These include all non-repayable payments by government, whether required or unrequired and whether current or capital, as well as government transactions in debt and equity claims upon others acquired for purposes of public policy.

Current Expenditure

It includes all non-repayable payments by government, whether required or unrequired, other than capital expenditure or grants.

Capital Expenditure

Expenditure for acquisition of fixed capital assets, stocks, land or intangible assets plus unrequired transfers for the purpose of permitting the recipient to acquire such assets. In order to be classified as a capital asset, an asset acquired must exceed a minimum value and be intended for use for more than one year in the process of production.

Net lending

Net lending (lending minus repayments) comprises government transactions in claims upon others acquired for purposes of public policy rather than for management of government liquidity or earning a return. It covers both debt and equities and both payments and receipts.

Fiscal Balance

Fiscal balance or Government overall surplus/deficit is defined as total revenue and grants received less total expenditure and net lending.

Balance of Payments

The Balance of payments is a statistical statement that summarizes, for a specific period, the economic transactions of an economy with the rest of the world. Transactions for the most part between residents and non-residents consist of those involving goods, services, and income; those involving financial claims on, and liabilities to, the rest of the world; and those classified as transfers which involve offsetting entries to balance, in an accounting sense, one-sided transactions. Data in this section are obtained from African Central Banks and where data are not available from national sources or if country data do not meet the required quality, IMF Country Reports are also used.

de biens existants, les amendes, les pénalités, les confiscations, les indemnisations accordées par un tribunal, et les transferts volontaires autres que les dons.

Les dons

Les dons sont des transferts non obligatoires courants ou en capital qu'une administration publique peut recevoir d'une autre administration publique ou d'une organisation internationale.

Dépenses et prêts nets

Ils comprennent tous les paiements non remboursables effectués par l'Administration publique, avec ou sans contrepartie, y compris les dépenses courantes et en capital, les transactions au titre de la dette publique et les participations au capital pour des raisons de politique publique.

Dépenses courantes

Elles comprennent tous les paiements non remboursables effectués par l'Administration publique, avec ou sans contrepartie, autres que les dépenses en capital ou les subventions.

Dépenses en capital

Il s'agit des dépenses pour l'acquisition d'immobilisations, des stocks, des terrains ou des actifs incorporels ainsi que les transferts sans contrepartie dans le but de permettre au bénéficiaire d'acquérir ces actifs. Pour être classé comme un capital, un bien acquis doit dépasser une valeur minimale et être destiné à plus d'un an d'utilisation dans le processus de production.

Les prêts nets

Les prêts nets (total des prêts moins les remboursements) comprennent les transactions de l'Etat relatives aux créances sur des tiers obtenues à des fins de politique publique plutôt que d'en tirer profit. Ce chiffre porte à la fois sur les paiements et les recettes.

Déficit fiscal

L'excédent/déficit global des finances publiques est la différence entre, d'une part, les recettes courantes, les recettes en capital et les dons publics reçus et, d'autre part, les dépenses totales et les prêts moins les remboursements.

Balance des paiements

Il s'agit d'un état statistique où sont résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Les transactions, pour la plupart entre résidents et non-résidents, sont celles qui

Trade balance

Trade balance is equal to exports less imports of goods, both measured on the "free-on-board" (f.o.b.) basis - that is, by the value of the goods at the border of the exporting country. Goods cover general merchandise, goods for processing, repairs on goods, goods procured in ports by carriers, and non-monetary gold.

Services balance

Services include transportation (freight and passenger transportation); travel; communication services; construction services; insurance services; financial services; computer and information services; royalties and license fees; personal, cultural, and recreational services; government services. Service Balance is defined as exports minus imports of services.

Net income

Income includes compensation of employees which covers wages, salaries, and other benefits; investment income which consist of direct investment income, portfolio investment income and other investment income. Net income is income received from investments abroad less income paid to foreigners investing in the country.

Current transfers

Current transfers consist of all transfers that do not involve: (i) transfers of ownership of fixed assets; (ii) transfers of funds linked to acquisition or disposal of fixed assets; (iii) forgiveness, without any counterparts being received in return, of liabilities by creditors.

Current account balance

Current account balance is the sum of net exports of goods and services, net income, and net current transfers.

External debt and Financial Flows

Data in this section are mainly obtained from the following international sources: IMF World Economic Outlook database, OECD Online Database and UNCTAD online database. However, few countries have submitted their data and they are published in this edition of the Yearbook. The purpose of the yearbook is to include data from national sources to the extent possible when the data quality is acceptable. Data from national sources relate to the following countries: Burkina Faso, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritius, Mozambique, Senegal, Swaziland, Tunisia and Zambia.

External Debt

External Debt (total outstanding debt) is the amount, at

portent sur les biens, services et revenus; celles qui font naître des créances financières sur le reste du monde ou des engagements financiers envers celui-ci et celles qui sont considérées comme des transferts, pour lesquels il y a lieu de passer des contre-écritures de manière à solder les transactions à sens unique. Les données de cette section proviennent des Banques centrales africaines. Lorsque ces données ne sont pas disponibles ou de mauvaise qualité, les Rapports pays du FMI ont été utilisés en remplacement.

Balance commerciale

Elle est égale à la différence entre les exportations et les importations de biens, évalués sur la base f.à.b (franco à bord) c'est-à-dire à la frontière du pays exportateur. Le poste des biens englobe les marchandises générales, les biens importés ou exportés pour subir une transformation, la valeur des réparations de biens, les biens achetés dans les ports par les transporteurs non-résidents, et l'or non monétaire.

Balance des services

Les services recouvrent les transports (Fret et transport international des passagers), la rubrique des voyages, les services de communication, les services des bâtiments et travaux publics, les services d'assurance, les services d'informatique et d'information; les redevances et droits de licence: les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs; les services fournis ou reçus par les administrations publiques. La balance des services est définie par les revenus moins les paiements au titre des services.

Revenus nets

Le poste revenus enregistre deux types de flux: ceux qui relèvent de la rémunération des salariés qui comprend les salaires, traitements et autres prestations; et ceux qui correspondent au revenu des investissements qui comprend les revenus des investissements directs, des investissements de portefeuille et d'autres investissements.

Transferts courants

Les transferts courants sont tous ceux qui ne font pas intervenir i) le transfert de propriété d'un actif fixe, ii) le transfert de fonds lié ou subordonné à l'acquisition ou à la cession d'un actif fixe, iii) la remise, sans contrepartie, d'une dette par un créancier.

Solde du compte courant

La balance des comptes des opérations courantes est la somme des exportations nettes des biens et services, du revenu net et des transferts courants nets.

General notes

Notes générales

any given time, of disbursed and outstanding contractual liabilities of residents of a country to non-residents to repay principal, with or without interest, or to pay interest with or without principal. It is the sum of public and publicly-guaranteed short and long-term debt, private non-guaranteed short and long-term debt and the use of IMF credit.

External debt service

Total External Debt service is the sum of principal repayments and interest actually made. It is debt service payments on short and long-term debt (public and publicly-guaranteed and private non-guaranteed) and the use of IMF credit.

Foreign direct investment

Foreign direct investment refers to investment made to acquire or add to a lasting management interest (usually 10 percent of voting stock) enterprise operating in a country other than that of the investor. It is the sum of equity capital, reinvestment of earnings and other short and long-term capital as shown in the balance of payments.

Official development assistance

ODA relates to grants or concessional loans (i.e. with a grant element of at least 25 percent), undertaken by the official sector, whose main objective is the promotion of economic development and welfare. Data in this section are net disbursements of ODA.

Dettes extérieure et flux financiers

Les données de cette section proviennent essentiellement des sources internationales suivantes: la base de données sur les «Perspectives de l'économie mondiale» du FMI, les bases de données en ligne de l'OCDE et de la CNUCED. Cependant, quelques pays ont fourni leurs données pour cette édition de l'annuaire. L'objectif de l'annuaire est d'inclure les données fournies par les pays eux-mêmes dans la mesure du possible pourvu que la qualité des données le permette. Les données nationales proviennent des pays suivants : Burkina Faso, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Maurice, Mozambique, Sénégal, Swaziland, Tunisie et Zambie.

Dettes extérieure totale

La dette extérieure totale est le montant dû mais non remboursé, à un moment donné, par les résidents d'un pays à des non résidents, et qui se sont engagés à rembourser le principal, avec ou sans intérêt, ou à payer les intérêts avec ou sans le principal. Elle est la somme de la dette publique, de la dette garantie publique, de la dette privée non garantie à long terme, du recours au crédit du FMI et de la dette à court terme.

Service de la dette extérieure

Le service total de la dette (extérieure) est la somme des remboursements du principal et des paiements des intérêts. Il s'agit du service de la dette à court terme et de la dette à long terme (dette publique, dette privée à garantie publique et dette non garantie privée) et du recours au crédit du FMI.

Investissements directs étrangers

L'investissement direct étranger représente l'investissement effectué pour acquérir ou accroître une participation durable au capital d'une entreprise (généralement 10 pour cent du pouvoir de vote) opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur. C'est la somme du capital social, du réinvestissement des bénéfices et d'autres capitaux à court et à long termes comme il est indiqué dans la section traitant de la balance des paiements.

Aide publique au développement

L'APD représente les dons et les prêts accordés à des conditions financières privilégiées (c'est-à-dire avec un élément de libéralité d'au moins 25 pour cent) au secteur public dans le but principal de promouvoir le développement économique et le bien-être social. Il s'agit des décaissements nets d'APD.

General notes

Notes générales

IX. EXTERNAL TRADE

Data for this section are mainly obtained from national sources. This is the case for the following countries: Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Egypt, Gabon, The Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Libyan Arab Jamahiriya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Nigeria, Rwanda, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Sudan, Tanzania, United Republic of, Tunisia, and Zambia. Where national data were not available, we have used the United Nations COMTRADE online database. The names of major Export and Import commodities have been selected by the reporting countries themselves. For the data obtained from COMTRADE the harmonized system (rev1) classification is used to determine the list of main exports and imports commodities. Unless otherwise indicated the import statistics are reported on CIF valuation base while exports are reported on FOB.

X. MILLENIUM DEVELOPMENT GOALS

Indicators presented in this publication come from the MDGs websites.

Environment

Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Comoros, Congo, Gabon, Guinea, Kenya, Libyan Arab Jamahiriya, Malawi, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Nigeria, Senegal, and Zimbabwe are the countries that provided data on environment for the remaining countries is obtained from the African Development Indicators CD-ROM of the World Bank.

Information and Communication Technology (ICT)

Cameroon, Comoros, Congo, Djibouti, Guinea, Kenya, Libyan Arab Jamahiriya, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Mozambique, Nigeria, Senegal, Sudan, Swaziland, and Zambia are the countries that provided data on ICT the data for the remaining countries is obtained from the International Telecommunication Union (ITU) and African Development Indicators CD-ROM of the World Bank.

IX. COMMERCE EXTERIEUR

Les données pour cette section proviennent majoritairement des sources nationales. C'est le cas des pays suivants : Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tunisie et Zambie. Dans le cas où des données nationales n'ont pu être trouvées, nous avons eu recours à la base de données en ligne des Nations Unies COMTRADE. Les noms des principaux produits d'exportation et d'importation ont été choisis par les pays eux-mêmes. Pour les données obtenues de COMTRADE la nomenclature du système harmonisé (rev1) a été employée pour déterminer la liste des produits principaux d'exportations et d'importation. Sauf indication contraire, les statistiques d'importation sont valorisées sur la base CAF tandis que les exportations sont valorisées FOB.

X. OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

Les indicateurs publiés proviennent du site web des OMDs.

Environnement

Le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, les Comores, le Congo, le Gabon, la Guinée, le Kenya, la Jamahiriya arabe libyenne, le Malawi, la Mauritanie, l'île Maurice, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, et le Zimbabwe ont fourni des données sur l'environnement ; pour les autres pays, les données ont été tirées du CD-ROM des indicateurs africains de développement de la Banque mondiale.

Technologies de l'information et de communication (TIC)

Le Cameroun, les Comores, le Congo, Djibouti, la Guinée, le Kenya, la Jamahiriya arabe libyenne, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, l'île Maurice, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, le Swaziland et la Zambie ont fourni des données sur les TIC ; pour les autres pays, les données ont été obtenues de l'Union internationale des Télécommunication (UIT) ou à partir du CD-ROM des indicateurs de développement de l'Afrique de la Banque mondiale.